

Le juge forme sa conviction après avoir ordonné, en cas de besoin, toutes les mesures d'instruction qu'il estime utiles.

Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation

- > Soc., 8 juillet 2020, n° 18-24.320 (P) [[ECLI:FR:CCASS:2020:SO00712](#)]
- > Soc., 8 juillet 2020, n° 18-23.410 (P) [[ECLI:FR:CCASS:2020:SO00713](#)]

service-public.fr

- > Harcèlement sexuel : Action devant le conseil des prud'hommes
- > Harcèlement moral au travail : Procédure judiciaire

L. 1154-2

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les organisations syndicales représentatives dans l'entreprise peuvent exercer en justice toutes les actions résultant des **articles L. 1152-1 à L. 1152-3 et L. 1153-1 à L. 1153-4**.

Elles peuvent exercer ces actions en faveur d'un salarié de l'entreprise dans les conditions prévues par **l'article L. 1154-1**, sous réserve de justifier d'un accord écrit de l'intéressé.

L'intéressé peut toujours intervenir à l'instance engagée par le syndicat et y mettre fin à tout moment.

service-public.fr

- > Harcèlement sexuel : Action devant le conseil des prud'hommes
- > Harcèlement moral au travail : Procédure judiciaire

Chapitre V : Dispositions pénales.

L. 1155-1

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le fait de porter ou de tenter de porter atteinte à l'exercice régulier des fonctions de médiateur, prévu à **l'article L. 1152-6**, est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 3 750 Euros.

service-public.fr

- > Harcèlement moral au travail : Non-discrimination d'une victime de harcèlement

Dictionnaire du Droit privé

- > Amende civile

L. 1155-2

LOI n°2012-954 du 6 août 2012 - art. 7

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Sont punis d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 3 750 € les faits de discriminations commis à la suite d'un harcèlement moral ou sexuel définis aux articles **L. 1152-2, L. 1153-2** et **L. 1153-3** du présent code.

La juridiction peut également ordonner, à titre de peine complémentaire, l'affichage du jugement aux frais de la personne condamnée dans les conditions prévues à **l'article 131-35** du code pénal et son insertion, intégrale ou par extraits, dans les journaux qu'elle désigne. Ces frais ne peuvent excéder le montant maximum de l'amende encourue.

service-public.fr